



L'accord gazier israélo-européen sous le feu des critiques

La souffrance des Palestiniens qui vivent sous l'occupation va encore augmenter du fait de l'expansion de l'industrie israélienne du gaz.

Par [Ylenia Gostoli](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2017

[Al Jazeera](#) 23 avril 2017

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#), [Transnationales](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Ramallah - Un accord de pipeline israélo-européen ayant pour but de faire d'Israël un important exportateur d'énergie en Méditerranée fait l'objet de critiques de la part des Palestiniens. Ces critiques sont encore exacerbées par le fait que la [bande de Gaza assiégée](#) souffre d'une [crise d'énergie](#) endémique qui paralyse son économie.

Shahan Jabarin, le directeur général d'Al-Haq, a déclaré : « *L'accord de pipeline entre Israël, l'Italie, Chypre et la Grèce bénéficiera non seulement aux entreprises qui profitent directement de l'occupation du territoire palestinien mais il permettra à Israël de s'assurer de l'approbation tacite de l'Europe pour accentuer son 'blocus maritime' des côtes palestiniennes, et prolonger le conflit armé international qui sévit dans les eaux territoriales de la bande de Gaza. L'expansion de l'industrie israélienne du gaz engendrera une oppression accrue des Palestiniens soumis à l'occupation israélienne.* »

Les ministres d'[Israël](#), de la Grèce, de l'Italie et de Chypre, ainsi que le Commissaire de l'Union européenne pour l'action climatique et l'énergie, ont signé une déclaration commune, ce mois-ci, pour construire un pipeline qui amènerait le gaz naturel récemment découvert depuis Israël et Chypre vers l'Italie et le marché européen par l'intermédiaire de la Grèce.

Le pipeline, que Yuval Steinitz, le ministre israélien de l'Énergie, a décrit comme « *le pipeline sous-marin le plus long et le plus profond du monde* », devrait être opérationnel d'ici 2025.

Steinitz a salué le projet comme « *le début d'une merveilleuse amitié entre quatre pays méditerranéens* », et Miguel Arias Canete, le Commissaire de l'UE pour l'action climatique et l'énergie, a noté : « *Nous soutenons fermement le développement de cette région et de ces pays d'une manière générale mais aussi parce que ce sont de futurs fournisseurs de gaz* ».

Canete a dit qu'il ne pouvait pas prendre d'« *engagement formel* », mais il a indiqué qu'il espérait que le projet respecterait toutes les conditions requises pour recevoir des fonds via le mécanisme pour l'interconnexion en Europe de l'UE, un programme qui soutient le développement d'infrastructures trans-européennes et qui a déjà financé les études de viabilité technique et commerciale du projet.

Qualifié de « *projet d'intérêt général* » par l'UE, le pipeline a été vendu comme le moyen de pallier la dépendance actuelle du bloc occidental à l'énergie russe et à l'épuisement des réserves de la mer du Nord. Mais les analystes ne sont pas sûrs que ce gaz sera en mesure de concurrencer le gaz russe, ni que le projet attirera les investisseurs, du fait des coûts élevés des infrastructures conjugués à la baisse des prix du gaz.

Selon Brenda Shaffer, un membre du conseil d'administration de l'Atlantic Council Global Energy Center, l'accord est l'expression d'objectifs politiques communs aux quatre pays, qui ne se traduiront pas nécessairement en décisions d'investissement de la part des entreprises commerciales.

« Les intérêts et les objectifs des entreprises peuvent être très éloignés des considérations politiques », a déclaré Shaffer à Al Jazeera. « À ce stade, le projet proposé a surtout une finalité politique, c'est loin d'être une réalité commerciale, et il n'est pas certain que la tendance actuelle de la demande de gaz du sud de l'Europe justifie commercialement un projet supplémentaire d'approvisionnement en gaz. »

Elio Ruggeri, directeur général d'IGI Poseidon, la société qui supervise le développement du projet et dont les partenaires incluent la société italienne Edison et la société d'état DEPA de Grèce, a dit à *Al Jazeera* que le pipeline atteindrait environ 3 500 km de long et coûterait 5,2 milliards d'euros (5,6 milliards de dollars) jusqu'en Grèce, et 6,2 milliards d'euros pour arriver en Italie. Les ultimes décisions d'investissement seraient prises en 2020, selon Ruggeri.

Le pipeline transporterait le gaz de l'immense champ gazier israélien, Leviathan, dont la découverte en 2010 a fait d'Israël un acteur majeur de la région en matière d'énergie. On estime que Leviathan contient environ 238 milliards de mètres cubes de gaz. Noble Energy, basé au Texas, détient 39,7% du champ, tandis que Delek Drilling et Avner Oil Exploration, toutes deux filiales du groupe israélien Delek, en détiennent chacune 22,7%. La société israélienne Ratio Oil en détient 15 %. Il y a un conflit sur les frontières maritimes, et le Liban affirme que Leviathan se trouve en partie dans les eaux libanaises.

Le premier pays qui a signé l'accord pour acheter le gaz de Leviathan est la Jordanie. Le pays a conclu un accord de gaz de 10 milliards de dollars avec Israël l'année dernière, au titre duquel Israël fournira 8,5 millions de mètres cubes de gaz à son voisin pendant 15 ans. L'accord a déclenché une [vague de protestations](#) populaires en Jordanie parce que les gens considèrent que cet accord augmentera la dépendance jordannienne à Israël et financera l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

« Il est impossible d'isoler géographiquement les champs de gaz d'Israël et de faire comme si cela n'avait rien à voir avec le conflit palestinien », a déclaré à Al Jazeera Susan Power, une experte en droit, qui a rédigé, en 2015, un rapport intitulé [Annexing Energy](#) publié par Al Haq, une association palestinienne de défense des droits humains.

« En 2011, Noble Energy, l'exploitant principal du champ Leviathan, a extrait unilatéralement le gaz d'un champ de gaz palestinien / israélien commun sans l'autorisation palestinienne exigée par le droit international coutumier et les Accords d'Oslo », a-t-elle déclaré, ajoutant que Noble Energy possède également une installation de stockage de gaz, le Mari-B, située à 13 miles marins de la bande de Gaza et reliée par pipeline à Tamar, un champ plus petit que la firme exploite au large de la côte de Haïfa.

« Israël se livre à des opérations maritimes brutales et illégales pour protéger les plateformes gazières de Noble Energy au large de la bande de Gaza, en attaquant, blessant et tuant des pêcheurs palestiniens qui pêchent à proximité de la zone des six miles nautiques d'eaux territoriales palestiniennes qu'Israël a fermée illégalement », a-t-elle ajouté.

Pendant tout ce temps, Gaza souffre d'une crise de l'électricité et de l'énergie qui s'est encore [aggravée](#) au début de l'année. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour protester contre les coupures d'électricité qui sont passées de huit heures à 12 et à 18 heures. Le rapport d'Al Haq conclut que si les Palestiniens étaient autorisés à exploiter leurs propres ressources, par exemple le champ gazier qui se situe près du champ Gaza Marine, non seulement leurs besoins énergétiques seraient couverts, mais ils seraient économiquement autosuffisants et libérés des humiliantes chaînes de l'aide internationale.

La seule centrale électrique en fonctionnement de Gaz a fermé la semaine dernière, ce qui laisse Gaza avec seulement six heures d'électricité par jour et qui met en danger les services publics essentiels, y compris les hôpitaux. Le carburant qui avait été acheté, avec l'aide qatarie et turque, pour régler la crise de ce début d'année aggravée par un conflit sur la taxe sur les carburants entre l'autorité de l'électricité à Gaza et l'Autorité palestinienne, est épuisé.

L'accord d'exploitation de Leviathan au profit de Noble Energy et Delek a également fait l'objet d'une enquête antitrust, et d'une action judiciaire auprès de la Cour suprême d'Israël. Les opposants soutiennent que les deux sociétés auraient trop de contrôle sur les réserves de gaz du pays et que l'accord n'est pas dans l'intérêt des consommateurs mais des grandes entreprises.

À l'époque, le [Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu](#), avait défendu l'accord en mettant en avant des considérations géopolitiques et en disant que c'était un investissement pour la sécurité du pays. Depuis la découverte du Leviathan, Israël s'est engagé à négocier des accords d'exportation avec la Turquie et l'Égypte. Ce dernier pays est maintenant inondé de gaz, lui aussi, depuis la découverte en 2015, d'un champ gazier super-géant, Zohr.

« La capacité d'exporter du gaz nous met davantage à l'abri des pressions internationales. Nous ne voulons pas être vulnérables aux boycotts », a dit Netanyahu.

[L'article original](#) a été publié par Al Jazeera

Traduction : Dominique Muselet, [Chronique de Palestine](#)

Ylenia Gostoli est journaliste freelance basée à Jérusalem et ses articles sont régulièrement publiés sur [al-Jazeera](#)

La source originale de cet article est [Al Jazeera](#)

Copyright © [Ylenia Gostoli](#), [Al Jazeera](#), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca